



# RAPPORT ANNUEL

## *LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION*

Du 1er avril 2023 au 31 mars 2024

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada représenté par la Commission canadienne des droits de la personne, 2024

N° de catalogue HR2-9F/PDF  
ISSN 2562-5942

## TABLE DES MATIÈRES

|  |    |
|--|----|
| 1. Introduction.....   | 1  |
| A sujet de la Commission .....   | 1  |
| Son mandat .....   | 2  |
| 2. Structure organisationnelle.....  | 2  |
| 3. Ordonnance de délégation de pouvoirs.....   | 3  |
| 4. Rendement pour 2023-2024 .....  | 4  |
| 5. Formation et sensibilisation .....  | 9  |
| 6. Politiques, lignes directrices et procédures .....  | 9  |
| 7. Publication proactive en vertu de la partie 2 de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> .....        | 10 |
| 8. Initiatives et projets visant à améliorer l'accès à l'information .....                                 | 13 |
| 9. Résumé des questions clés et des mesures prises à la suite des plaintes .....                           | 13 |
| 10. Rapport sur les frais d'accès à l'information aux fins de la <i>Loi sur les frais de service</i> ..... | 13 |
| 11. Contrôle de la conformité .....  | 14 |

## 1. Introduction

Le présent document est le rapport annuel de la Commission canadienne des droits de la personne (la Commission) au Parlement, en vertu de l'article 94 de la *Loi sur l'accès à l'information* et de l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*.

La *Loi sur l'accès à l'information* a comme objet de conférer un droit d'accès aux renseignements contenus dans les documents relevant d'une institution fédérale, conformément aux principes selon lesquels les renseignements gouvernementaux devraient être accessibles au public, les exceptions nécessaires au droit d'accès devraient être limitées et précises, et les décisions quant à la divulgation des renseignements gouvernementaux devraient être examinées indépendamment du gouvernement. Elle définit également les exigences relatives à la publication proactive des renseignements.

L'article 94 de la *Loi sur l'accès à l'information* exige que le responsable de chaque institution gouvernementale rédige, aux fins de soumission au Parlement, un rapport annuel sur l'application de la Loi au sein de l'institution au cours de chaque exercice.

Ce rapport décrit le travail du bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels de la Commission pour l'exercice 2023-2024.

### A sujet de la Commission

La Commission a été créée par le Parlement en [1977](#) à la suite de l'adoption de la [Loi canadienne sur les droits de la personne](#) (LCDP). Elle a pour mandat général de promouvoir et de protéger les droits de la personne. Les efforts déployés par la Commission pour promouvoir et protéger les droits de la personne comprennent l'examen et, dans la mesure possible, la médiation des plaintes pour discrimination, la représentation de l'intérêt public dans les litiges, la réalisation de recherches en consultation avec les détenteurs de droits et les intervenants, la publication de déclarations publiques et le dépôt de rapports spéciaux au Parlement.

La Commission s'est engagée à travailler avec le gouvernement du Canada ainsi qu'avec les partenaires et les intervenants nationaux et internationaux pour assurer des progrès continus dans la protection des droits de la personne, y compris la mise en œuvre par le Canada des droits et des obligations inscrits dans les différents traités relatifs aux droits de la personne auxquels le Canada est parti.

La Commission a des responsabilités supplémentaires en vertu de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#) et soutient le commissaire à l'accessibilité et le commissaire à l'équité salariale dans l'exercice de leur mandat respectif en vertu de la [Loi canadienne sur l'accessibilité](#) et de la [Loi sur l'équité salariale](#). Elle apporte également son soutien à la défenseure fédérale du logement, comme le stipule la [Loi sur la Stratégie nationale sur le logement](#). La Commission est également chargée de [surveiller la mise en œuvre par le gouvernement du Canada de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées](#) (CDPH), conformément à l'article 33,2 de la CDPH.

## Son mandat

La Commission canadienne des droits de la personne (CCDP) protège le principe fondamental de l'égalité des chances et soutient la vision d'une société inclusive sans discrimination :

- en favorisant le respect des droits de la personne grâce à la recherche et à la mise au point de politiques;
- en protégeant les droits de la personne grâce à un processus équitable et efficace de traitement des plaintes;
- en représentant l'intérêt public dans le but de faire progresser la question des droits de la personne au profit de l'ensemble de la population canadienne.
- en soumettant les employeurs sous réglementation fédérale à des vérifications de conformité à l'équité en matière d'emploi.
- en collaborant avec les organisations sous réglementation fédérale pour contribuer à la transformation du Canada en un pays exempt d'obstacles, grâce à une approche proactive permettant de reconnaître et d'éliminer les obstacles à l'accessibilité;
- en favorisant l'égalité des femmes en s'assurant que les organisations des secteurs public et privé sous réglementation fédérale évaluent le travail accompli par des femmes de la même façon qu'elles évaluent le travail accompli par des hommes; et
- des changements qui répondront aux enjeux systémiques clés en matière de logement et qui provoqueront des avancés en matière de droit au logement pour tous et toutes au Canada.

## 2. Structure organisationnelle

Le bureau de l'AIPRP est intégré à la Division de la gestion de l'information et des technologies de l'information, qui fait partie de la Direction générale de la gestion intégrée. Au cours de l'exercice 2023-2024, l'unité de l'AIPRP était composée d'un coordonnateur de l'AIPRP, d'un conseiller principal de l'AIPRP, d'un analyste principal de l'AIPRP, d'un analyste de l'AIPRP et d'un agent de l'AIPRP.

L'unité de l'AIPRP traite les demandes formelles et informelles, les consultations et les plaintes que la Commission reçoit en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, et produit les rapports annuels et l'*Info Source* conformément à ces lois.

De plus, l'unité de l'AIPRP offre des conseils d'experts en la matière et une formation à tout le personnel, compile des statistiques au besoin et prépare des rapports hebdomadaires pour fournir des mises à jour concernant les demandes, les consultations et les plaintes actives à l'égard des demandes d'accès à l'information soumises au Commissariat à l'information pour la haute direction.

Conformément aux exigences du Secrétariat du Conseil du Trésor, l'unité de l'AIPRP prépare la liste ds [demandes d'accès à l'information complétées](#) et les publie sur le site Web Gouvernement ouvert.

La Commission remplit ses obligations de publication proactive au titre de la partie 2 de la *Loi sur l'accès à l'information* en publiant de manière proactive les renseignements requis dans les délais impartis. Au cours de la période de référence, les bureaux suivants ont été chargés de satisfaire aux exigences des articles 82 à 88 de la *Loi sur l'accès à l'information* :

- Division des services financiers;
- Division des services administratifs; et
- Le bureau de la présidente intérimaire.

Enfin, la Commission n'était partie à aucun accord de service au titre de l'article 96 de la *Loi sur l'accès à l'information* au cours de la période de référence.

### **3. Ordonnance de délégation de pouvoirs**

L'ordonnance de délégation définit les pouvoirs, les devoirs et les fonctions relatifs à l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information* qui ont été délégués par la cheffe de l'institution, la présidente.

La présidente a délégué son pouvoir décisionnel en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* au directeur général de la Direction générale de la gestion intégrée. Le pouvoir de traiter les demandes est délégué au bureau de l'AIPRP. En tant que délégué fonctionnel, le directeur général supervise le traitement des demandes et le traitement des plaintes.

Veillez consulter l'annexe A pour obtenir une copie de l'ordonnance de délégation de pouvoirs signée.

#### 4. Rendement pour 2023-2024

Au cours de la période examinée, du 1er avril 2023 au 31 mars 2024, le nombre total de demandes adressées à la Commission au titre de la *Loi sur l'accès à l'information* se définit comme suit :

- 40 nouvelles demandes ont été reçues;
- une demande était en suspens depuis la période de référence précédente; et
- une demande était en suspens pour plus d'une période de référence.

Parmi ces demandes, 33 ont été fermées au cours de la période de référence et 9 ont été reportées à la période suivante, comme suit : 4 ont été reportées dans les délais prescrits par la loi et 5 ont été reportées au-delà des délais prescrits par la loi à la période de référence suivante (2024-2025). Parmi les 2 demandes en suspens depuis les périodes de référence précédentes, une a été traitée dans les délais prescrits et la seconde a été traitée au-delà des délais prescrits.

Au cours de la période de référence 2023-2024, la Commission a reçu 16 demandes d'accès à l'information de plus que l'année précédente, ce qui représente une augmentation de 40%.

Les sources des 40 nouvelles demandes reçues au cours de cette période étaient les suivantes :

- 2 des médias;
- 0 du milieu universitaire;
- 10 des entreprises (secteur privé);
- une d'une organisation<sup>1</sup>;
- 21 du public; et
- 6 refusent de s'identifier.

Sur les 33 demandes fermées au cours de cette période, 3 095 pages pertinentes ont été traitées et 1 584 pages ont été divulguées. Chaque demande a été traitée comme suit :

- 5, soit 15 %, et totalisant 149 pages, ont fait l'objet d'une communication totale;
- 11, soit 33 %, totalisant 2 945 pages, ont fait l'objet d'une communication partielle;
- une, soit 3 %, a fait l'objet d'une exception totale, et une page a été exemptée;
- 8, soit 24 %, ont entraîné une conclusion selon laquelle les documents n'existaient pas; une, soit 3 %, a fait l'objet d'une demande abandonnée; et
- 7, soit 21 %, n'ont été ni confirmées ni rejetées.

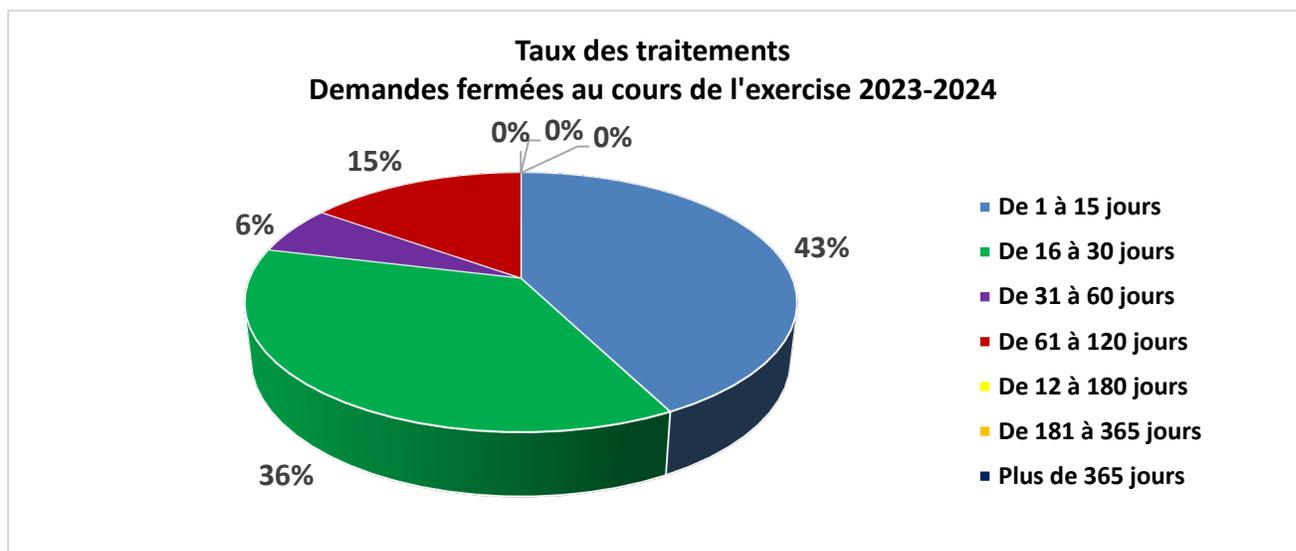
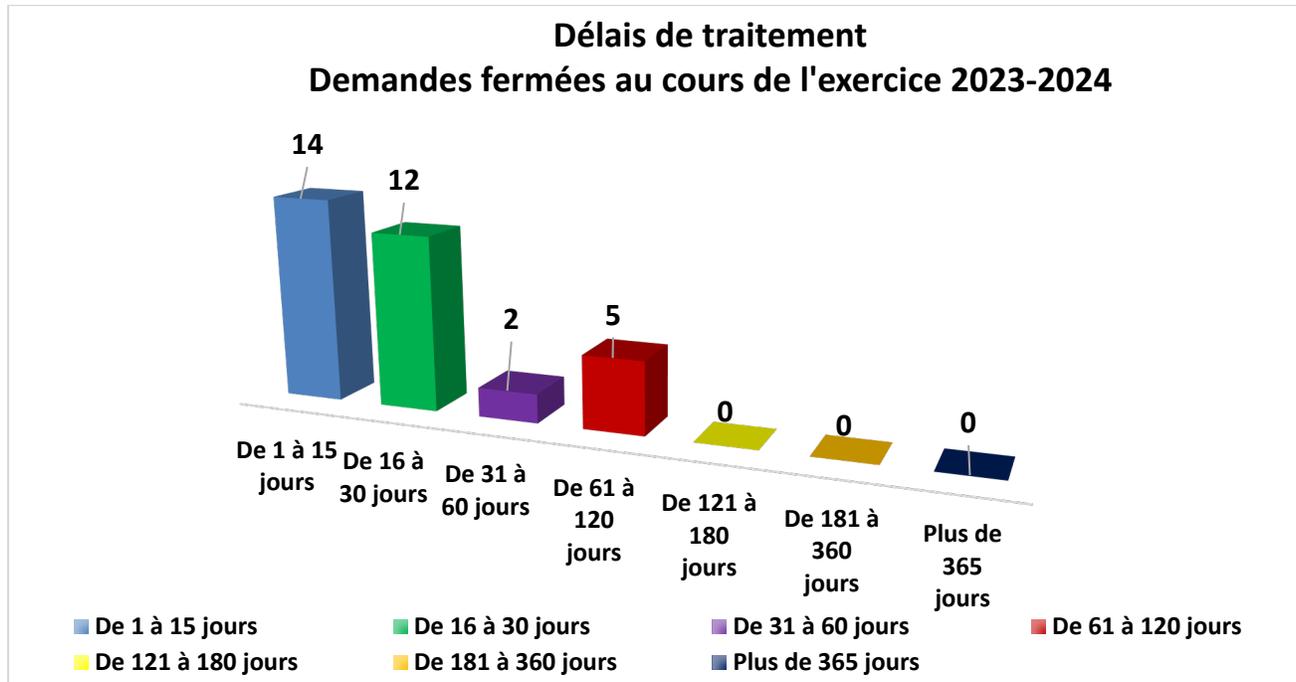
Les délais de traitement des 33 demandes d'accès à l'information fermées au cours de cette période de référence sont les suivants :

- 14 demandes ont pris de 1 à 15 jours;
- 12 demandes ont pris de 16 à 30 jours;
- 2 demandes ont pris de 31 à 60 jours;
- 5 demandes ont pris de 61 à 120 jours;
- 0 demandes ont pris de 121 à 180 jours;

---

<sup>1</sup> Une organisation peut être un tiers, comme une organisation caritative ou un syndicat.

- 0 demandes ont pris de 181 à 365 jours; et
- 0 demandes ont pris plus de 365 jours.



**Consultations :**

Une consultation a lieu lorsque le ou les documents répondant à une demande particulière sont transmis par une autre organisation (fédérale, provinciale, territoriale, municipale) à la Commission aux fins d'examen et de formulation de recommandations à savoir si des exceptions s'appliquent.

La Commission a reçu 17 demandes de consultation et a examiné au total 795 pages provenant d'autres institutions du gouvernement du Canada. Toutes les consultations ont été fermées pendant la période de référence et aucune n'a été reportée de la dernière période de référence. Les délais de traitement étaient les suivants :

- 13 demandes de consultation ont pris de 1 à 15 jours;
- 2 demandes de consultation ont pris de 16 à 30 jours; et
- 2 demandes de consultation ont pris de 31 à 60 jours.

La Commission n'a signalé aucun problème avec la divulgation complète des documents pour 15 des 17 demandes de consultation, recommandant une divulgation partielle des documents pour une demande et l'exemption totale pour l'autre demande.

### **Demandes informelles :**

Une demande informelle est une demande d'information qui n'est pas traitée en vertu de la Loi. Les frais administratifs ne peuvent être facturés pour les demandes informelles et il n'y a aucun délai de réponse. De plus, le demandeur n'a pas le droit statutaire de se plaindre au Commissariat à l'information du Canada.

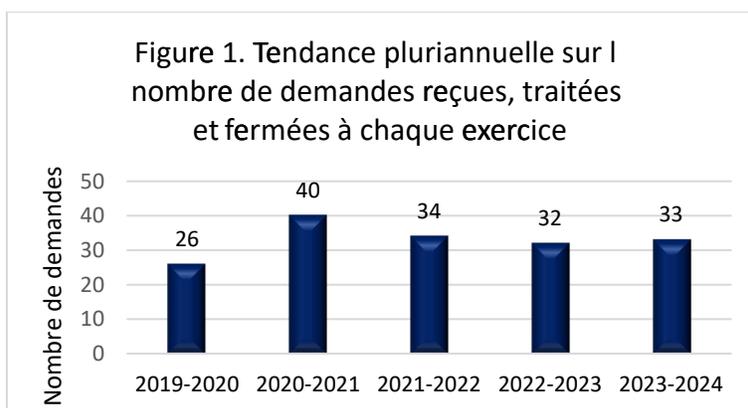
La Commission a reçu 30 nouvelles demandes informelles au cours de la période de référence et 2 demandes étaient en suspens depuis les périodes précédentes, soit un total de 32 demandes informelles qui ont été fermées au cours de cette période de référence.

Sur les 32 demandes informelles fermées au cours de cette période, 41 152 pages ont été re-communiquées et les délais de traitement ont été les suivants :

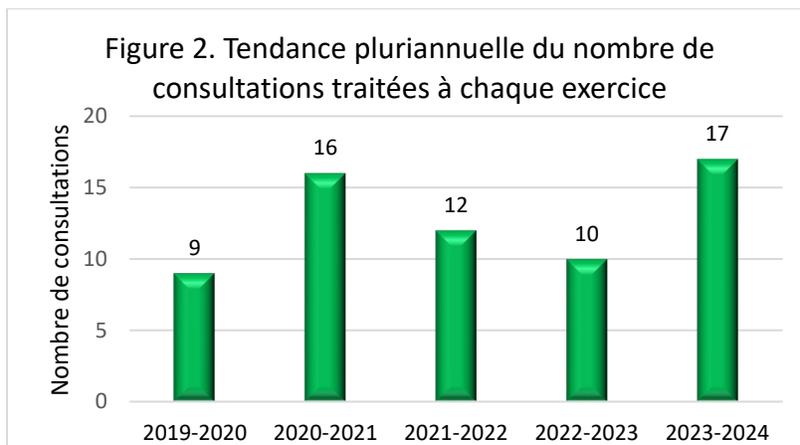
- 7 demandes ont pris de 1 à 15 jours;
- 22 demandes ont pris de 16 à 30 jours;
- 2 demandes ont pris de 31 à 60 jours;
- 0 demandes ont pris de 61 à 120 jours;
- 0 demandes ont pris de 121 à 180 jours;
- 0 demandes ont pris de 181 à 365 jours; et
- une demande a pris plus de 365 jours.

### **Tendances pluriannuelles**

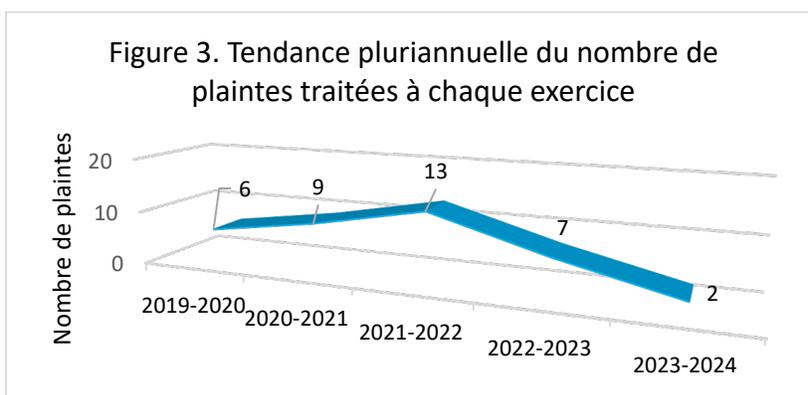
La **figure 1** montre le nombre de demandes reçues, traitées et fermées au cours de chaque exercice financier des cinq dernières années. Nous observons un nombre de demandes nettement inférieur en 2019-2020 par rapport aux quatre exercices suivants, avec une croissance significative en 2020-2021, jusqu'à 40 demandes, une diminution en 2021-2022 et 2022-2023, et une légère augmentation pour l'année de référence. Le nombre de demandes reçues, traitées et fermées au cours des trois derniers exercices a été relativement stable.



La **figure 2** montre le nombre de consultations traitées au cours de chaque période de référence. Elle comprend celles reçues au cours de l'exercice 2023-2024 et celles reportées des années précédentes. Bien que ces chiffres ne permettent pas de dégager une tendance spécifique, nous constatons qu'ils ont augmenté de manière significative au cours de la période de référence.



La **figure 3** représente le nombre de plaintes traitées au cours de chaque période de référence des cinq dernières années, y compris les plaintes reçues au cours de l'exercice 2023-2024 et celles reportées des années précédentes. La Commission n'a pas reçu de nouvelles plaintes au cours de la période de référence, une plainte a été reportée des exercices précédents et est toujours ouverte, et une plainte a été fermée en 2023-2024. Ces tendances sont expliquées plus en détail à la page 13.



### **Demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi**

La Commission s'engage à traiter les demandes dans les délais prévus. Au cours de la période de référence, 31 demandes, soit 94 %, ont été répondues dans les délais prévus par la loi, alors que 2 demandes, soit 6 %, ont été fermées après le délai prévu par la loi. Les détails sont expliqués dans le tableau suivant et développés ci-après.

| Nombre de demandes fermées après le délai prévu par la loi | Raison principale                                       |                      |                      |       |
|--|---|----------------------|----------------------|-------|
|  | Interférence avec les activités ou la charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autre |
| 2  | 2   | 0                    | 0                    | 0     |

Sur les 2 demandes qui ont été fermées après le délai prévu par la loi, la Commission a pris une prolongation de délai pour les 2 demandes, conformément à l'article 9(1)(a) parce que le respect du délai initial entraverait de façon déraisonnable le fonctionnement de l'institution.

### **Prolongations accordées aux demandes fermées dans les délais prévus par la loi**

La Commission a pris une prolongation de délai pour 3 demandes conformément à l'article 9 (1)(a), parce que le respect du délai initial entraverait de façon déraisonnable le fonctionnement de l'institution, et une prolongation a été prise pour 2 demandes en vertu de l'article 9 (1)(b) afin de consulter d'autres ministères.

### **Application des exemptions**

Des exemptions partielles réclamées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* ont été invoquées dans 12 **demandes**. Pour certaines demandes, plus d'une exemption a été invoquée.

| Articles de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>  | Nombre de demandes |
|--|--------------------|
| <b><u>Paragraphe 16(2)(c)</u></b> – Enquêtes - Le responsable d'une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement de faciliter la perpétration d'infractions, notamment des renseignements portant sur la vulnérabilité de certains bâtiments ou ouvrages ou de réseaux ou systèmes divers, y compris des réseaux ou systèmes informatisés ou de communications, ou portant sur les méthodes employées pour leur protection. | 1                  |
| <b><u>Article 17</u></b> – Le responsable d'une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la sécurité des individus.  | 2                  |
| <b><u>Paragraphe 19(1)</u></b> – Renseignements personnels – Sous réserve de l'article 2, le responsable d'une institution fédérale est tenu de refuser la divulgation de documents demandés au titre de la présente partie qui contiennent des renseignements personnels.   | 9                  |
| <b><u>Alinéa 20(1)c)</u></b> – Renseignements de tiers – Sous réserve des dispositions du présent article, le responsable d'une institution fédérale est tenu de refuser de divulguer des documents demandés au titre de la présente partie qui contiennent des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de causer des pertes ou profits financiers appréciables à un tiers ou de nuire à sa compétitivité.   | 1                  |
| <b><u>Alinéa 21 (1)(a)</u></b> – Conseils, etc. – Le responsable d'une institution fédérale peut refuser de divulguer tout document demandé au titre de la présente partie qui contiennent :<br><b>(a)</b> des conseils ou recommandations élaborés par ou pour une institution gouvernementale ou un ministre de la Couronne.   | 2                  |
| <b><u>Alinéa 21 (1)(b)</u></b> – Conseils, etc. – Le responsable d'une institution fédérale peut refuser de divulguer tout document demandé au titre de la présente partie qui contiennent :<br>un compte rendu de consultations ou délibérations auxquelles ont participé des administrateurs, des dirigeants ou des employés d'une institution fédérale, un ministre de la Couronne ou son personnel.  | 1                  |

| Articles de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>   | Nombre de demandes |
|---|--------------------|
| <b>Article 23</b> – Renseignements protégés – avocats et notaires – Le responsable d'une institution fédérale peut refuser de divulguer tout document demandé au titre de la présente partie contenant des renseignements protégés par le secret professionnel de l'avocat ou du notaire ou par le privilège relatif au litige. | 3                  |
| <b>Paragraphe 24(1)</b> – Interdictions fondées sur d'autres lois – Le responsable d'une institution fédérale est tenu de refuser de divulguer tout document demandé au titre de la présente partie contenant des renseignements dont la divulgation est restreinte en vertu de toute disposition figurant à l'annexe II.       | 1                  |

### **Demande de conseils juridiques**

Au cours de la période de référence, des conseils juridiques ont été demandés 4 fois pour des questions concernant la *Loi sur l'accès à l'information*.

## **5. Formation et sensibilisation**

L'unité de l'AIPRP fournit au personnel de la Commission des conseils en matière de politique et de traitement concernant la *Loi sur l'accès à l'information*, au besoin.

La formation de l'unité de l'AIPRP fournit aux participants les notions clés de la procédure AIPRP et explique leurs rôles et responsabilités lorsqu'ils répondent à des demandes d'AIPRP. La formation promeut également les meilleures pratiques en matière de gestion de l'information. Au cours de l'exercice 2023-2024, l'unité de l'AIPRP a organisé 14 séances de formation en groupe et 2 séances de formation individuelle sur l'AIPRP.

Le personnel de la Commission a reçu de la formation interne individuelle et occasionnellement de la formation en groupe sur leurs responsabilités concernant la publication proactive en vertu de la partie 2 de la *Loi sur l'accès à l'information*. La formation a été suivie de conseils sur la structure et les limites de chaque publication requise, fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor. En vertu de la partie 2 de la *Loi sur l'accès à l'information*, la publication proactive des articles 82-84 et 86 de la Loi est supervisée par les Finances, celle de l'article 85 par les Ressources humaines, et celle de l'article 88 par le bureau de la présidente intérimaire.

Les employés qui souhaitent obtenir davantage de formation pour leur perfectionnement personnel et professionnel sont également invités à consulter le calendrier de formation du Secrétariat du Conseil du Trésor et l'École de la fonction publique du Canada.

## **6. Politiques, lignes directrices et procédures**

Le fonctionnement du bureau de l'AIPRP est régi par les politiques du Secrétariat du Conseil du Trésor et les politiques internes de la Commission. L'examen continu et la réorganisation des pratiques de la Commission en matière de traitement des demandes sont toujours une priorité. Cet examen sert à améliorer nos politiques et nos pratiques. Par exemple, tous les nouveaux documents à valeur commerciale sont en format électronique et les documents reçus en format papier sont systématiquement numérisés. Cela a facilité le processus de recherche des documents pour les bureaux de première responsabilité ainsi que le traitement des documents pour l'unité de l'AIPRP, car cela a permis de traiter principalement des documents électroniques.

Pour faciliter les fonctions de l'AIPRP, la Commission continue de développer ses procédures pour tenir compte de la complexité des demandes afin d'atteindre son objectif de remplir son mandat en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* dans les délais prévus par la loi. Au cours de l'exercice passé, la Commission a modifié sa délégation en matière d'AIPRP afin de conférer davantage de pouvoirs au coordinateur de l'AIPRP et de permettre que les demandes courantes soient approuvées par le coordinateur de l'AIPRP, tandis que les demandes plus complexes sont examinées par le coordinateur de l'AIPRP et approuvées par le délégué à l'AIPRP. Cette modification permet de répondre plus rapidement aux demandes courantes.

Conformément à notre engagement à trouver des gains d'efficacité, l'unité de l'AIPRP continue d'améliorer ses outils pour les bureaux de première responsabilité et la Commission dans son ensemble afin de fournir des renseignements sur les pratiques exemplaires, y compris sur la façon de répondre à une demande d'AIPRP et sur la récupération des documents pertinents.

## **7. Publication proactive en vertu de la partie 2 de la *Loi sur l'accès à l'information***

La Commission est une institution gouvernementale figurant à l'annexe I.1 de la *Loi sur l'accès à l'information* et à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et est donc soumise à la partie 2 de la *Loi sur l'accès à l'information*. Les documents requis en vertu des articles 82 à 86, et 88 ont été publiés de manière proactive par les bureaux suivants pour la période allant du 1er avril 2023 au 31 mars 2024 :

- Division des Services financiers
- Division des Services administratifs
- Le bureau de la présidente intérimaire

La Commission a publié de manière proactive 100 % des documents requis en vertu des articles 82 à 86. Elle a publié de manière proactive 67 % des documents requis au titre de l'article 88. À la fin de la période de référence, la Commission travaillait activement à l'achèvement de la divulgation proactive requise en vertu de la section 88.

### **Exigences énoncées aux articles 82 à 84 de la *Loi sur l'accès à l'information***

Les principaux rapports préparés au cours de la période de référence pour la Commission sont les suivants : le [Plan départemental](#) (DP) et le [Rapport sur les résultats ministériels](#) (RRM) publiés sur le site Web de la Commission.

Le président du Conseil du Trésor dépose une publication du budget des dépenses (principal ou supplémentaire) au Parlement afin de fournir des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenses demandées pour toutes les organisations du gouvernement fédéral. Le Secrétariat du Conseil du Trésor a affiché le budget [principal](#) et [supplémentaire](#) des dépenses pour toutes les organisations du gouvernement fédéral sur le site Web Gouvernement ouvert pour l'exercice 2023-2024.

La Commission a consulté son système de gestion financière (GX) pour rechercher les dépenses liées aux dépenses relatives aux [voyages](#) et aux [frais d'accueil](#) qui ont été engagées par les cadres supérieurs et ont été publiées sur le site Web Gouvernement ouvert par la division des Services financiers tel que requis. Au besoin, le processus est révisé afin d'améliorer les procédures associées à cette tâche et de garantir un contrôle suffisant au niveau de l'organisation avant la publication des renseignements. Le 30 de chaque mois, l'agent financier responsable vérifie le site Web pour s'assurer de l'exactitude des données saisies.

### Exigences énoncées à l'article 85 de la loi sur l'accès à l'information

Les reclassements de poste ont été publiés sur le site Web Gouvernement ouvert au cours du mois suivant chaque trimestre.

Des procédures internes ont été mises en place pour garantir que les documents sont publiés dans les délais impartis. L'équipe des ressources humaines utilise son registre de classification des reclassements, ainsi qu'un système de rappel pour s'assurer que les renseignements sont préparés et présentés à la direction pour examen et approbation avant publication.

### Exigences énoncées à l'article 86 de la Loi sur l'accès à l'information

La Commission a consulté son système de gestion financière (GX) pour rechercher tous les [contrats de plus de 10 000 \\$](#) attribués par la Commission au cours de la période de référence. Ces contrats ont été publiés sur le site web Gouvernement Ouvert par la division des Services Administratifs, tel que requis.

Des réunions régulières sont organisées pour transférer les connaissances ou répondre aux questions que les membres de l'équipe pourraient avoir sur l'exercice, et pour informer l'équipe de toute directive mise à jour concernant les divulgations proactives. Les réunions aident l'équipe à améliorer collectivement la manière dont les données sont saisies dans GX, ce qui favorise la cohérence dans la publication des contrats.

### Exigences énoncées à l'article 88 de la Loi sur l'accès à l'information

Les [titres et numéros des notes d'information](#) pour la documentation de mémorandums préparées à l'intention de la présidente intérimaire de la Commission ont été publiés sur le site Web Gouvernement ouvert par le bureau de la présidente intérimaire. Aucun dossier d'information n'a été préparé à l'intention de la présidente intérimaire. Les dossiers d'information préparés pour les comparutions de la présidente intérimaire devant les commissions parlementaires ont été publiés sur le site Web Gouvernement ouvert au cours de la période de référence, à l'exception d'un dossier, qui sera publié au cours du prochain exercice.

Lorsque la divulgation proactive des titres et des numéros de référence des mémorandums préparés pour le président de la Commission est devenue une exigence législative, un processus interne a été mis en place pour y répondre. Ce processus comprend des lignes directrices sur les conventions de dénomination, sur la manière de suivre les documents et sur la tenue d'un système d'archivage, afin de répondre à cette exigence.

### Tableau des exigences en matière de publication proactive

| Exigence législative   | Section | Calendrier de publication                                 | Exigences institutionnelles |
|--|---------|---|-----------------------------|
| <b>Toutes les institutions gouvernementales telles que définies à l'article 3 de la Loi sur l'accès à l'information</b>  |         |   |                             |
| Frais de voyage  | 82      | Dans les 30 jours suivant la fin du mois de remboursement | Publié à 100 %              |
| Frais d'accueil  | 83      | Dans les 30 jours suivant la fin du mois de remboursement | Publié à 100 %              |
| Rapports déposés au Parlement  | 84      | Dans les 30 jours suivant le dépôt                        | Publié à 100 %              |
| <b>Entités publiques ou ministères, agences et autres organismes soumis à la Loi et énumérés dans les annexes I, I.1 ou II de la Loi sur la gestion des finances publiques</b> |         |   |                             |
| Contrats de plus de 10 000 \$  | 86      | Q1-3 : Dans les 30 jours suivant le trimestre             | Publié à 100 %              |

|  |       |  |                                       |
|--|-------|--|---------------------------------------|
|  |       | Q4 : Dans les 60 jours suivant le trimestre  |                                       |
| Subventions et contributions supérieures à 25 000 \$   | 87    | Dans les 30 jours suivant le trimestre   |                                       |
| Dossiers de documents d'information préparés pour les nouveaux administrateurs généraux ou équivalents   | 88(a) | Dans les 120 jours suivant la nomination   | Nul pour cette période de déclaration |
| Titres et numéros de référence des notes de service préparées pour un administrateur général ou équivalent et reçues par son bureau  | 88(b) | Dans les 30 jours suivant la fin du mois de réception  | Publié à 100 %                        |
| Paquets de documents d'information préparés pour la comparution d'un administrateur général ou d'un équivalent devant une commission parlementaire   | 88(c) | Dans les 120 jours suivant la comparution  | Publié à 67 %                         |
| <b>Les institutions gouvernementales qui sont des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques ou des secteurs de l'administration publique centrale mentionnés à l'annexe IV de cette Loi (c'est-à-dire les institutions gouvernementales pour lesquelles le Conseil du Trésor est l'employeur)</b> |       |  |                                       |
| Reclassification des postes  | 85    | Dans les 30 jours suivant le trimestre   | Publié à 100 %                        |
| <b>Les ministres</b>   |       |  |                                       |
| Dossiers de documents d'information préparés par une institution gouvernementale à l'intention des nouveaux ministres ou des ministres entrants  | 74(a) | Dans les 120 jours suivant la nomination   |                                       |
| Titres et numéros de référence des mémorandums préparés par une institution gouvernementale pour le ministre et reçus par son cabinet  | 74(b) | Dans les 30 jours suivant la fin du mois de réception  |                                       |
| Ensemble de notes pour la période de questions préparées par une institution gouvernementale pour le ministre et utilisées le dernier jour de séance de la Chambre des communes en juin et en décembre.  | 74(c) | Dans les 30 jours suivant le dernier jour de séance de la Chambre des communes en juin et décembre |                                       |
| Paquets de documents d'information préparés par une institution gouvernementale en vue de la comparution d'un ministre devant une commission parlementaire   | 74(d) | Dans les 120 jours suivant la comparution  |                                       |
| Frais de voyage  | 75    | Dans les 30 jours suivant la fin du mois de remboursement  |                                       |
| Frais d'accueil  | 76    | Dans les 30 jours suivant la fin du mois de remboursement  |                                       |
| Contrats de plus de 10 000 \$  | 77    | Q1-3 : Dans les 30 jours suivant le trimestre  |                                       |

|  |    |   |  |
|--|----|---|--|
|  |    | Q4 : Dans les 60 jours suivant le trimestre |  |
| Dépenses des cabinets ministériels<br>*Nota : Ce rapport consolidé est actuellement publié par le SCT au nom de toutes les institutions. | 78 | Dans les 120 jours suivant l'année fiscale  |  |

## 8. Initiatives et projets visant à améliorer l'accès à l'information

Au cours de la période de référence, la Commission a entamé la mise en œuvre d'ATIPXpress, une nouvelle solution logicielle de traitement des demandes. Ce processus comprenait l'installation, la configuration et la réalisation des tests dans le logiciel, ainsi que des séances de formation pour le personnel de la Commission chargé de l'AIPRP. Le nouveau système augmentera l'efficacité de l'unité de l'AIPRP en automatisant un certain nombre d'opérations de routine qui sont actuellement effectuées manuellement. En outre, ATIPXpress améliorera l'accessibilité globale des documents communiqués. La Commission en est aux dernières étapes du processus de mise en œuvre et prévoit de passer à la phase opérationnelle au cours de la prochaine période de référence.

De plus, l'unité de l'AIPRP utilisait, le cas échéant, des liens sécurisés Microsoft 365 OneDrive pour fournir aux demandeurs des documents électroniques volumineux et réactifs, ce qui permettait aux demandeurs de cliquer sur le lien pour accéder automatiquement aux enregistrements. Ces liens ont permis de s'assurer que les documents étaient envoyés directement au demandeur en temps voulu.

## 9. Résumé des questions clés et des mesures prises à la suite des plaintes

La Commission n'a reçu aucune nouvelle plainte au cours de la période de référence. En outre, la Commission a traité 2 plaintes reportées d'exercices précédents, une plainte a été fermée en 2023-2024 et une autre reste ouverte. Les questions clés étaient les suivantes :

| PLAINTES REÇUES<br>AU COURS DE L'EXERCICE 2022-<br>2023 | MOTIF DE LA PLAINTE | STATUT   |
|---|---------------------|--|
| Reçue le 7 avril 2022                                   | Refus – Général     | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ En cours</li> </ul>   |
| PLAINTES REPORTÉES DE<br>L'EXERCICE 2021-2022           | MOTIF DE LA PLAINTE | STATUT   |
| Reçue le 5 juillet 2021                                 | Refus – Exemption   | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Fermée – 23 mai 2023</li> <li>▪ Le CI a cessé d'enquêter</li> </ul> |

## 10. Rapport sur les frais d'accès à l'information aux fins de la *Loi sur les frais de service*

La *Loi sur les frais de service* exige qu'une autorité responsable présente un rapport annuel au Parlement sur les frais perçus par l'institution.

En ce qui concerne les frais perçus en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, les renseignements ci-dessous sont déclarés conformément à l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*.

Autorité habilitante : *Loi sur l'accès à l'information*

Frais payables : les frais de dossier de 5 \$ sont les seuls frais facturés pour une demande d'accès à l'information

Total des revenus : 160,00 \$

Frais dispensés ou remboursés : 5,00 \$

Coût de fonctionnement du programme : 295 642,00 \$

Conformément à la Directive concernant l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information*, publiée le 13 juillet 2022, et aux modifications apportées à la *Loi sur l'accès à l'information* qui sont entrées en vigueur le 21 juin 2019, la Commission canadienne des droits de la personne renonce à tous les frais prévus par la Loi et le Règlement, à l'exception des frais de demande de 5 \$ prévus à l'alinéa 7(1)(a) du Règlement.

## **11. Contrôle de la conformité**

Les demandes sont contrôlées quotidiennement. Les renseignements relatifs aux différentes étapes du traitement sont saisis dans le programme de gestion des cas de la Commission. Des rapports hebdomadaires sur les demandes et les plaintes en cours sont établis et communiqués à l'équipe, au coordinateur de l'AIPRP et au délégué de l'AIPRP.

Les délais de traitement des demandes se produisent principalement lorsque des consultations sont nécessaires ou lors du traitement de documents volumineux. Lorsqu'il semble qu'un délai dans le traitement d'une demande est inévitable, le personnel de l'AIPRP communique avec le demandeur. Si le demandeur n'est pas joignable, le coordinateur de l'AIPRP est informé de tout problème. Si nécessaire, le délégué de l'AIPRP est informé pour s'assurer que la demande est traitée dans un délai raisonnable. De plus, la Commission s'efforce de limiter les consultations interinstitutionnelles, mais celles-ci peuvent avoir lieu à la demande du coordinateur de l'AIPRP ou du délégué de l'AIPRP lorsqu'il y a une intention de divulguer des renseignements. Le délégué de l'AIPRP portera tout enjeu à l'attention du directeur exécutif, qui en discutera avec le président, au besoin.

La Commission contrôle l'exactitude et l'exhaustivité de la publication proactive des renseignements en vertu de la partie 2 de la *Loi sur l'accès à l'information*. Les renseignements nécessaires à sa publication font l'objet de diverses consultations et vérifications internes et sont approuvés par la haute direction avant leur publication. Ce processus de contrôle permet d'assurer une surveillance suffisante au niveau de l'organisation avant que tout renseignement ne soit publié sur Open Canada.

# ANNEXE A

## ***Access to Information Act and Privacy Act Delegation Order***

### **Arrêté sur la délégation en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

Pursuant to section 95(1) of the *Access to Information Act* and section 73(1) of the *Privacy Act*, the Interim Chief Commissioner, Canadian Human Rights Commission, hereby delegates to the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying the positions on an acting basis, the ability to exercise the powers, duties and functions of the Chief Commissioner as the head of a government institution, under the section of the Act set out in the schedule opposite each position. This delegation replaces any and all previous designations/delegations.

En vertu de l'article 95(1) de la *Loi sur l'accès à l'information* et l'article 73(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, la présidente par intérim, Commission canadienne des droits de la personne délègue aux titulaire des postes mentionnés aux annexes ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont elle est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule toutes désignation/délégation précédentes.

#### Schedule/Annexe

| <b>Position/Poste</b>                              | <b><i>Privacy Act and Regulations /<br/>Loi sur la protection des<br/>renseignements personnels et<br/>règlements</i></b>                                       | <b><i>Access to Information Act and<br/>Regulations / Loi sur l'accès à<br/>l'information et règlements</i></b>   |
|--|---|---|
| <b>Executive Director /<br/>Directeur exécutif</b> | Full Authority to waive solicitor-client privilege under 27 /<br>Autorité absolue pour<br>renonciation au secret<br>professionnel des avocats en<br>vertu de 27 | Full Authority to waive solicitor-client privilege under 23 /<br>Autorité absolue pour<br>renonciation au secret<br>professionnel des avocats en<br>vertu de 23 |
|  | Full Authority except to waive solicitor-client privilege under 27 / Autorité absolue sauf  | Full Authority except to waive solicitor-client privilege under 23 / Autorité absolue sauf  |

|   |   |   |
|---|---|---|
| <b>Director General, Corporate Management Branch /<br/> Directeur(trice) générale,<br/> Direction générale de la<br/> gestion intégrée</b>  | pour renonciation de secret<br>professionnel des avocats en<br>vertu de 27  | pour renonciation de secret<br>professionnel des avocats en<br>vertu de 23  |
| <b>Manager, Information Management and Access to Information and Privacy /<br/> Gestionnaire, Gestion de l'information et Accès à l'information et protection des renseignements personnels</b> | 8(4) and (5), 9(1) and (4), 10, 14(a) and (b), 15, 17(1), (2) and (3), 18(2), 19(1) and (2), 20, 21, 22(1) and (2), 23, 24, 25, 26, 27, 27(1), 28, 31, 33(2), 35(1) and (4), 36(3), 37(3), 70, 77 | 4(2.1), 6.1, 7(a) and (b), 8(1), 9, 11, 12(1), 12(2), 12(3), 13, 14, 15, 16, 16.5, 17, 18, 18.1, 19, 20, 21, 22, 22.1, 23, 23.1, 24, 25, 26, 27(1) and (4), 28(1), (2) and (4), 33, 35(2)(b), 36.1, 37(1) and (4), 43(2), 44(2), 69, 70, 71 |

Dated, at the City of Ottawa,  
this 2 day of October, 2023

Daté à la ville d'Ottawa,  
ce 2 jour de Octobre, 2023

**Malischewski**  
**CharlotteAnn**  
e

Digitally signed by Malischewski,  
CharlotteAnne  
, DN: C=CA, O=GRC, OU=CHRC-CCDP,  
CN="Malischewski, CharlotteAnne"  
Reason: I am the author of this  
document  
Location:  
Date: 2023.10.02 08:36:39-04'00'  
Foxit PDF Editor Version: 12.1.3

Charlotte-Anne Malischewski  
Intérim Chief Commissioner / Présidente par intérim

# ANNEXE B



## Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: Commission canadienne des droits de la personne

Période d'établissement de rapport : 4/1/2023 au 3/31/2024

### Section 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

#### 1.1 Nombre de demandes

|   |   | Nombre de demandes |
|---|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport  |   | 40                 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente                                   |   | 2                  |
| • En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente                                 | 1 |                    |
| • En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport   | 1 |                    |
| <b>Total</b>  |   | <b>42</b>          |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport   |   | 33                 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport   |   | 9                  |
| • Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la <i>Loi</i>    | 3 |                    |
| • Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | 6 |                    |

## 1.2 Source des demandes

| Source                             | Nombre de demandes |
|------------------------------------|--------------------|
| Médias                             | 2                  |
| Secteur universitaire              | 0                  |
| Secteur commercial (secteur privé) | 10                 |
| Organisation                       | 1                  |
| Public                             | 21                 |
| Refus de s'identifier              | 6                  |
| <b>Total</b>                       | <b>40</b>          |

## 1.3 Mode des demandes

| Mode         | Nombre des demandes |
|--------------|---------------------|
| En ligne     | 35                  |
| Courriel     | 1                   |
| Poste        | 2                   |
| En personne  | 0                   |
| Téléphone    | 2                   |
| Télécopieur  | 0                   |
| <b>Total</b> | <b>40</b>           |

## Section 2 – Demandes informelles

### 2.1 Nombre de demandes informelles

|   |   | Nombre de demandes |
|---|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport                      |   | 30                 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente   |   | 2                  |
| • En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 1 |                    |
| • En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport           | 1 |                    |
| <b>Total</b>  |   | 32                 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport                     |   | 32                 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport               |   | 0                  |

### 2.2 Mode des demandes informelles

| Mode         | Nombre des demandes |
|--------------|---------------------|
| En ligne     | 30                  |
| Courriel     | 0                   |
| Poste        | 0                   |
| En personne  | 0                   |
| Téléphone    | 0                   |
| Télécopieur  | 0                   |
| <b>Total</b> | 30                  |

### 2.3 Délai de traitement pour les demandes informelles

| Délai de traitement |               |               |                |                 |                 |                   | Total |
|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| 1 à 15 jours        | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours |       |
| 7                   | 22            | 2             | 0              | 0               | 0               | 1                 | 32    |

### 2.4 Pages communiquées informellement



**Section 3 – Demandes à la Commissaire à l'information pour ne pas donner suite à la demande**

|  | <b>Nombre de demandes</b> |
|--|---------------------------|
| En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente                            | 0                         |
| Envoyées pendant la période d'établissement de rapports  | 0                         |
| <b>Total</b>   | 0                         |
| Approuvées par la Commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports   | 0                         |
| Refusées par la Commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports | 0                         |
| Retirées pendant la période d'établissement de rapports  | 0                         |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports                                   | 0                         |

## Section 4 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports

### 4.1 Disposition et délai de traitement

| Disposition des demandes  | Délai de traitement |               |               |                |                 |                 |                   | Total |
|---|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
|   | 1 à 15 jours        | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours |       |
| Communication totale  | 4                   | 0             | 0             | 1              | 0               | 0               | 0                 | 5     |
| Communication partielle   | 0                   | 6             | 1             | 4              | 0               | 0               | 0                 | 11    |
| Exception totale  | 1                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 1     |
| Exclusion totale  | 0                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Aucun document n'existe   | 2                   | 5             | 1             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 8     |
| Demande transférée  | 0                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Demande abandonnée  | 1                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 1     |
| Ni confirmée ni infirmée  | 6                   | 1             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 7     |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| <b>Total</b>  | 14                  | 12            | 2             | 5              | 0               | 0               | 0                 | 33    |

## 4.2 Exceptions

| Article       | Nombre de demandes | Article   | Nombre de demandes | Article   | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------------|--------------------|-----------|--------------------|-----------|--------------------|---------|--------------------|
| 13(1)a)       | 0                  | 16(2)     | 0                  | 18a)      | 0                  | 20.1    | 0                  |
| 13(1)b)       | 0                  | 16(2)a)   | 0                  | 18b)      | 0                  | 20.2    | 0                  |
| 13(1)c)       | 0                  | 16(2)b)   | 0                  | 18c)      | 0                  | 20.4    | 0                  |
| 13(1)d)       | 0                  | 16(2)c)   | 0                  | 18d)      | 0                  | 21(1)a) | 2                  |
| 13(1)e)       | 0                  | 16(3)     | 0                  | 18.1(1)a) | 0                  | 21(1)b) | 1                  |
| 14            | 0                  | 16.1(1)a) | 0                  | 18.1(1)b) | 0                  | 21(1)c) | 0                  |
| 14a)          | 0                  | 16.1(1)b) | 0                  | 18.1(1)c) | 0                  | 21(1)d) | 0                  |
| 14b)          | 0                  | 16.1(1)c) | 0                  | 18.1(1)d) | 0                  | 22      | 0                  |
| 15(1)         | 0                  | 16.1(1)d) | 0                  | 19(1)     | 9                  | 22.1(1) | 0                  |
| 15(1) - A.I.* | 0                  | 16.2(1)   | 0                  | 20(1)a)   | 0                  | 23      | 3                  |
| 15(1) - Déf.* | 0                  | 16.3      | 0                  | 20(1)b)   | 0                  | 23.1    | 0                  |
| 15(1) - A.S.* | 0                  | 16.4(1)a) | 0                  | 20(1)b.1) | 0                  | 24(1)   | 1                  |
| 16(1)a)(i)    | 0                  | 16.4(1)b) | 0                  | 20(1)c)   | 1                  | 26      | 0                  |
| 16(1)a)(ii)   | 0                  | 16.5      | 0                  | 20(1)d)   | 0                  |         |                    |
| 16(1)a)(iii)  | 0                  | 16.6      | 0                  |           |                    |         |                    |
| 16(1)b)       | 0                  | 17        | 2                  |           |                    |         |                    |
| 16(1)c)       | 0                  |           |                    |           |                    |         |                    |
| 16(1)d)       | 0                  |           |                    |           |                    |         |                    |

\*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

## 4.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article       | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|---------|--------------------|---------------|--------------------|
| 68a)    | 0                  | 69(1)   | 0                  | 69(1)g) re a) | 0                  |
| 68b)    | 0                  | 69(1)a) | 0                  | 69(1)g) re b) | 0                  |
| 68c)    | 0                  | 69(1)b) | 0                  | 69(1)g) re c) | 0                  |
| 68.1    | 0                  | 69(1)c) | 0                  | 69(1)g) re d) | 0                  |
| 68.2a)  | 0                  | 69(1)d) | 0                  | 69(1)g) re e) | 0                  |
| 68.2b)  | 0                  | 69(1)e) | 0                  | 69(1)g) re f) | 0                  |
|         |                    | 69(1)f) | 0                  | 69.1(1)       | 0                  |

#### 4.4 Format des documents communiqués

| Papier | Électronique          |                     |       |       | Autres |
|--------|-----------------------|---------------------|-------|-------|--------|
|        | Document électronique | Ensemble de données | Vidéo | Audio |        |
| 0      | 16                    | 0                   | 0     | 0     | 0      |

#### 4.5 Complexité

##### 4.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier, document électronique et ensemble de données

| Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|--------------------------|------------------------------|--------------------|
| 3095                     | 1584                         | 25                 |

**4.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier, document électronique et ensemble de données par disposition des demandes**

| Disposition   | Moins de 100 pages traitées |                | 100 à 500 pages traitées |                | 501 à 1 000 pages traitées |                | 1 001 à 5 000 pages traitées |                | Plus de 5 000 pages traitées |                |
|---|-----------------------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------------------|----------------|------------------------------|----------------|------------------------------|----------------|
|   | Nombre de demandes          | Pages traitées | Nombre de demandes       | Pages traitées | Nombre de demandes         | Pages traitées | Nombre de demandes           | Pages traitées | Nombre de demandes           | Pages traitées |
| Communication totale  | 5                           | 149            | 0                        | 0              | 0                          | 0              | 0                            | 0              | 0                            | 0              |
| Communication partielle   | 9                           | 176            | 0                        | 0              | 1                          | 752            | 1                            | 2017           | 0                            | 0              |
| Exception totale  | 1                           | 1              | 0                        | 0              | 0                          | 0              | 0                            | 0              | 0                            | 0              |
| Exclusion totale  | 0                           | 0              | 0                        | 0              | 0                          | 0              | 0                            | 0              | 0                            | 0              |
| Demande abandonnée  | 1                           | 0              | 0                        | 0              | 0                          | 0              | 0                            | 0              | 0                            | 0              |
| Ni confirmée ni infirmée  | 7                           | 0              | 0                        | 0              | 0                          | 0              | 0                            | 0              | 0                            | 0              |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0                           | 0              | 0                        | 0              | 0                          | 0              | 0                            | 0              | 0                            | 0              |
| <b>Total</b>  | 23                          | 326            | 0                        | 0              | 1                          | 752            | 1                            | 2017           | 0                            | 0              |

**4.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio**

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0                          | 0                              | 0                  |

#### 4.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par disposition des demandes

| Disposition   | Moins de 60 minutes traitées |                  | 60-120 minutes traitées |                  | Plus de 120 minutes traitées |                  |
|---|------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|------------------|
|   | Nombre de demandes           | Minutes traitées | Nombre de demandes      | Minutes traitées | Nombre de demandes           | Minutes traitées |
| Communication totale  | 0                            | 0                | 0                       | 0                | 0                            | 0                |
| Communication partielle   | 0                            | 0                | 0                       | 0                | 0                            | 0                |
| Exception totale  | 0                            | 0                | 0                       | 0                | 0                            | 0                |
| Exclusion totale  | 0                            | 0                | 0                       | 0                | 0                            | 0                |
| Demande abandonnée  | 0                            | 0                | 0                       | 0                | 0                            | 0                |
| Ni confirmée ni infirmée  | 0                            | 0                | 0                       | 0                | 0                            | 0                |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0                            | 0                | 0                       | 0                | 0                            | 0                |
| <b>Total</b>  | <b>0</b>                     | <b>0</b>         | <b>0</b>                | <b>0</b>         | <b>0</b>                     | <b>0</b>         |

#### 4.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0                          | 0                              | 0                  |

#### 4.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par disposition des



#### 4.5.7 Autres complexités

| <b>Disposition</b>   | <b>Consultation<br/>requis</b> | <b>Avis juridique</b> | <b>Autres</b> | <b>Total</b> |
|--|--------------------------------|-----------------------|---------------|--------------|
| Communication<br>totale  | 0                              | 0                     | 0             | 0            |
| Communication<br>partielle   | 2                              | 3                     | 0             | 5            |
| Exception totale   | 0                              | 0                     | 0             | 0            |
| Exclusion totale   | 0                              | 0                     | 0             | 0            |
| Demande<br>abandonnée  | 0                              | 0                     | 0             | 0            |
| Ni confirmée ni<br>infirmée  | 0                              | 0                     | 0             | 0            |
| Refus d'agir avec<br>l'approbation de la<br>Commissaire à<br>l'information | 0                              | 0                     | 0             | 0            |
| <b>Total</b>   | 2                              | 3                     | 0             | 5            |

## 4.6 Demandes fermées

### 4.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la *Loi*

|   |             |
|---|-------------|
| Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i>           | 31          |
| Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i> (%) | 93.93939394 |

## 4.7 Présomptions de refus

### 4.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la *Loi*

| Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | Motif principal                               |                      |                      |       |
|--|---|----------------------|----------------------|-------|
|  | Entrave au fonctionnement / Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autre |
| 2  | 2   | 0                    | 0                    | 0     |

### 4.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la *Loi* (y compris toute prorogation prise)

| Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où aucune prorogation n'a été prise | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où une prorogation a été prise | Total |
|---|--|---|-------|
| 1 à 15 jours  | 0  | 0   | 0     |
| 16 à 30 jours   | 0  | 0   | 0     |
| 31 à 60 jours   | 0  | 0   | 0     |
| 61 à 120 jours  | 0  | 1   | 1     |
| 121 à 180 jours   | 0  | 0   | 0     |
| 181 à 365 jours   | 0  | 0   | 0     |

|                   |   |   |   |
|-------------------|---|---|---|
| Plus de 365 jours | 0 | 1 | 1 |
| <b>Total</b>      | 0 | 2 | 2 |

#### 4.8 Demandes de traduction

| Demandes de traduction   | Acceptées | Refusées | Total |
|--------------------------|-----------|----------|-------|
| De l'anglais au français | 0         | 0        | 0     |
| Du français à l'anglais  | 0         | 0        | 0     |
| <b>Total</b>             | 0         | 0        | 0     |

### Section 5 – Prorogations

#### 5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

| Disposition des demandes où le délai a été prorogé                | 9(1)a<br>Entrave au fonctionnement | 9(1)b<br>Consultation |        | 9(1)c<br>Avis à un tiers |
|---|------------------------------------|-----------------------|--------|--------------------------|
|   |                                    | Article 69            | Autres |                          |
| Communication totale  | 1                                  | 0                     | 0      | 0                        |
| Communication partielle   | 3                                  | 0                     | 2      | 0                        |
| Exception totale  | 0                                  | 0                     | 0      | 0                        |
| Exclusion totale  | 0                                  | 0                     | 0      | 0                        |
| Demande abandonnée  | 0                                  | 0                     | 0      | 0                        |
| Aucun document n'existe   | 1                                  | 0                     | 0      | 0                        |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0                                  | 0                     | 0      | 0                        |
| <b>Total</b>  | 5                                  | 0                     | 2      | 0                        |

## 5.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 9(1)a<br>Entrave au fonctionnement | 9(1)b<br>Consultation |        | 9(1)c<br>Avis à un tiers |
|------------------------|------------------------------------|-----------------------|--------|--------------------------|
|                        |                                    | Article 69            | Autres |                          |
| 30 jours ou moins      | 2                                  | 0                     | 2      | 0                        |
| 31 à 60 jours          | 3                                  | 0                     | 0      | 0                        |
| 61 à 120 jours         | 0                                  | 0                     | 0      | 0                        |
| 121 à 180 jours        | 0                                  | 0                     | 0      | 0                        |
| 181 à 365 jours        | 0                                  | 0                     | 0      | 0                        |
| Plus de 365 jours      | 0                                  | 0                     | 0      | 0                        |
| <b>Total</b>           | 5                                  | 0                     | 2      | 0                        |

## Section 6 – Frais

| Type de frais | Frais perçus       |          | Frais dispensés    |         | Frais remboursés   |         |
|---------------|--------------------|----------|--------------------|---------|--------------------|---------|
|               | Nombre de demandes | Montant  | Nombre de demandes | Montant | Nombre de demandes | Montant |
| Présentation  | 32                 | \$160.00 | 1                  | \$5.00  | 0                  | \$0.00  |
| Autres frais  | 0                  | \$0.00   | 0                  | \$0.00  | 0                  | \$0.00  |
| <b>Total</b>  | 32                 | \$160.00 | 1                  | \$5.00  | 0                  | \$0.00  |

## Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

### 7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

| Consultations   | Autres institutions du gouvernement du Canada | Nombre de pages à traiter | Autres organisations | Nombre de pages à traiter |
|---|---|---------------------------|----------------------|---------------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport  | 17  | 795                       | 0                    | 0                         |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente                       | 0   | 0                         | 0                    | 0                         |
| <b>Total</b>  | 17  | 795                       | 0                    | 0                         |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport   | 17  | 795                       | 0                    | 0                         |
| Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport | 0   | 0                         | 0                    | 0                         |
| Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport       | 0   | 0                         | 0                    | 0                         |





## 8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées |                    | De 100 à 500 pages traitées |                    | De 501 à 1 000 pages traitées |                    | De 1 001 à 5 000 pages traitées |                    | Plus de 5 000 pages traitées |                    |
|-----------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
|                 | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes            | Pages communiquées | Nombre de demandes              | Pages communiquées | Nombre de demandes           | Pages communiquées |
| 1 à 15          | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 16 à 30         | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 31 à 60         | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 61 à 120        | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 121 à 180       | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 181 à 365       | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| Plus de 365     | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| <b>Total</b>    | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |

## Section 9 – Enquêtes et compte rendus de conclusion

### 9.1 Enquêtes

| Article 32<br>Avis d'enquête | Article 30(5)<br>Cessation de<br>l'enquête | Article 35<br>Présenter des observations |
|------------------------------|--|--|
| 0                            | 1  | 0  |

## 9.2 Enquêtes et rapports des conclusions

| Article 37(1) Comptes rendus initiaux |   |   | Article 37(2) Comptes rendus finaux |   |   |
|---------------------------------------|---|---|-------------------------------------|---|---|
| Reçus                                 | Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information | Contenant une intention d'émettre une ordonnance par la Commissaire à l'information | Reçus                               | Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information | Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information |
| 0                                     | 0   | 0   | 0                                   | 0   | 0   |

## Section 10 – Recours judiciaire

### 10.1 Recours judiciaires sur les plaintes

| Article 41    |                 |          |  |       |
|---------------|-----------------|----------|--|-------|
| Plaignant (1) | Institution (2) | Tier (3) | Commissaire à la protection de la vie privée (4) | Total |
| 0             | 0               | 0        | 0  | 0     |

### 10.2 Recours judiciaires sur les plaintes de tiers en vertu de l'alinéa 28(1)b)

|   |
|---|
| Article 44 - en vertu de l'alinéa 28(1)b) |
| 0   |

## Section 11 – Ressources liées à la *Loi sur l'accès à l'information*

### 11.1 Coûts

| Dépenses                              |          | Montant          |
|---------------------------------------|----------|------------------|
| Salaires                              |          | \$212,939        |
| Heures supplémentaires                |          | \$0              |
| Biens et services                     |          | \$82,703         |
| • Contrats de services professionnels | \$2,600  |                  |
| • Autres                              | \$80,103 |                  |
| <b>Total</b>                          |          | <b>\$295,642</b> |

### 11.2 Ressources humaines

| Ressources                               | Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information |
|--|---|
| Employés à temps plein                   | 2.131   |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0.000   |
| Employés régionaux                       | 0.000   |
| Experts-conseils et personnel d'agence   | 0.000   |
| Étudiants                                | 0.000   |
| <b>Total</b>                             | <b>2.131</b>  |

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.

Gouvernement  
du CanadaGovernment  
of Canada

## Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution : Commission canadienne des droits de la personne

Période  
d'établissement de  
rapport : \_\_\_\_\_ 2023-04-01 \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ 2024-03-31 \_\_\_\_\_

### Section 1 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours<br>duquel les demandes<br>ouvertes ont été reçues | Demandes<br>ouvertes <i>dans</i><br>les délais<br>prescrits par la<br><i>Loi</i> en date du<br>31 mars 2024 | Demandes<br>ouvertes<br><i>dépassant</i> les<br>délais prescrits<br>par la <i>Loi</i> en date<br>du 31 mars 2024 | Total |
|---|---|--|-------|
| Reçues en 2023-2024   | 4   | 5  | 9     |
| Reçues en 2022-2023   | 0   | 0  | 0     |
| Reçues en 2021-2022   | 0   | 0  | 0     |
| Reçues en 2020-2021   | 0   | 0  | 0     |
| Reçues en 2019-2020   | 0   | 0  | 0     |

|  |          |          |          |
|--|----------|----------|----------|
| <b>Reçues en 2018-2019</b>             | 0        | 0        | 0        |
| <b>Reçues en 2017-2018</b>             | 0        | 0        | 0        |
| <b>Reçues en 2016-2017</b>             | 0        | 0        | 0        |
| <b>Reçues en 2015-2016</b>             | 0        | 0        | 0        |
| <b>Reçues en 2014-2015 ou plus tôt</b> | 0        | 0        | 0        |
| <b>Total</b>                           | <b>4</b> | <b>5</b> | <b>9</b> |

1.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à l'information du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| <b>Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution</b> | <b>Nombre de plaintes ouvertes</b> |
|--|------------------------------------|
| <b>Reçues en 2023-2024</b>   | 0                                  |
| <b>Reçues en 2022-2023</b>   | 1                                  |
| <b>Reçues en 2021-2022</b>   | 0                                  |
| <b>Reçues en 2020-2021</b>   | 0                                  |
| <b>Reçues en 2019-2020</b>   | 0                                  |
| <b>Reçues en 2018-2019</b>   | 0                                  |

|                                 |   |
|---------------------------------|---|
| Reçues en 2017-2018             | 0 |
| Reçues en 2016-2017             | 0 |
| Reçues en 2015-2016             | 0 |
| Reçues en 2014-2015 ou plus tôt | 0 |
| Total                           | 1 |

## Section 2 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

2.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes <i>dans</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2024 | Demandes ouvertes <i>dépassant</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2024 | Total |
|---|--|---|-------|
| Reçues en 2023-2024   | 0  | 3   | 3     |
| Reçues en 2022-2023   | 0  | 0   | 0     |
| Reçues en 2021-2022   | 0  | 0   | 0     |
| Reçues en 2020-2021   | 0  | 0   | 0     |
| Reçues en 2019-2020   | 0  | 0   | 0     |
| Reçues en 2018-2019   | 0  | 0   | 0     |

|  |   |   |   |
|--|---|---|---|
| <b>Reçues en 2017-2018</b>             | 0 | 0 | 0 |
| <b>Reçues en 2016-2017</b>             | 0 | 0 | 0 |
| <b>Reçues en 2015-2016</b>             | 0 | 0 | 0 |
| <b>Reçues en 2014-2015 ou plus tôt</b> | 0 | 0 | 0 |
| <b>Total</b>                           | 0 | 3 | 3 |

2.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| <b>Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution</b> | <b>Nombre de plaintes ouvertes</b> |
|--|------------------------------------|
| <b>Reçues en 2023-2024</b>   | 4                                  |
| <b>Reçues en 2022-2023</b>   | 0                                  |
| <b>Reçues en 2021-2022</b>   | 1                                  |
| <b>Reçues en 2020-2021</b>   | 0                                  |
| <b>Reçues en 2019-2020</b>   | 0                                  |
| <b>Reçues en 2018-2019</b>   | 0                                  |
| <b>Reçues en 2017-2018</b>   | 0                                  |

|                                 |   |
|---------------------------------|---|
| Reçues en 2016-2017             | 0 |
| Reçues en 2015-2016             | 0 |
| Reçues en 2014-2015 ou plus tôt | 0 |
| Total                           | 5 |

**Section 3: Numéro d'assurance social**

Votre institution a-t-elle commencé une nouvelle collecte ou une nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2023-2024?

Non

**Section 4: Accès universel sous la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

Combien de demandes ont été reçues de la part de ressortissants étrangers en dehors du Canada en 2023-2024?

0

Canada